

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
cedex
31776 Colomiers

Colomiers, le 12/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Société Etienne Lacroix tous artifices

Route de Gaudiès
09270 Mazères

Références : 2024/0313
Code AIOT : 0006802183

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/05/2024 dans l'établissement Société Etienne Lacroix tous artifices implanté Route de Gaudiès 09270 Mazères. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société Etienne Lacroix tous artifices
- Route de Gaudiès 09270 Mazères
- Code AIOT : 0006802183
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société Etienne Lacroix, au sein du site de Mazères, réalise des opérations de conception, d'études et de fabrication de produits pyrotechniques, mettant en œuvre des compositions

pyrotechniques en vue d'obtenir certains effets spécifiques (flamme, chaleur, bruit, fumée, gaz, pression, mouvement) pour le domaine militaire et de la défense.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Obligation de Plan d'Opération Interne (POI)	Autre du 16/07/2013, article L.515-41	Sans objet
2	Mise à jour du POI	Autre du 24/09/2020, article R.515-100	Sans objet
3	Formation du personnel sur situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
4	SGS et gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	Sans objet
5	Contenu POI : responsable alerte	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
6	Contenu POI : liaison avec autorité PPI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
7	Contenu POI : description des mesures à prendre	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
8	Contenu POI : conduite à tenir sur le site	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
9	Contenu POI : information autorité PPI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
10	Contenu POI : articulation avec SDIS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
11	Contenu POI : formation du personnel	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
12	Contenu POI : moyens d'atténuation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
13	Contenu POI : premiers prélèvements environnement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
14	État des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
15	État des stocks détaillé	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet
16	État des stocks synthétique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le POI a été correctement mis en application. Le personnel de l'établissement a été formé en conséquence et l'exercice a montré l'expérience du personnel tant en salle de crise que sur le terrain.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Obligation de Plan d'Opération Interne (POI)

Référence réglementaire : Autre du 16/07/2013, article L.515-41
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore un plan d'opération interne en vue de : 1° Contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ; 2° Mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs.
Constats : L'exploitant disposait du POI (Référence : EG SSE POI 15 Indice : H Date : 14/12/2022) au poste de crise, lors de l'exercice déclenché par l'inspection. Cette version a bien été transmise à la DREAL. Le document définit l'organisation et l'intervention des secours en cas d'accident, en visant à protéger les personnels, les populations et l'environnement immédiat.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mise à jour du POI

Référence réglementaire : Autre du 24/09/2020, article R.515-100
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Prescription contrôlée : Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.
Constats : L'exploitant précise que 2 mises à jour du POI sont prévues en 2024. La première intégrera une fiche concernant la sûreté du site et les mouvements de personnel. La seconde traitera

<p>spécifiquement de l'organisation des prélèvements environnementaux.</p> <p>L'exploitant a présenté le compte-rendu du dernier exercice POI du 5 juillet 2023 et a précisé que les exercices étaient toujours réalisés en inopiné pour la majorité des personnels du site.</p> <p>Le dispositif d'astreinte a été testé hors heures ouvrées lors de l'accident sur une étuve en 2021.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Formation du personnel sur situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours. L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la liste des personnes formées pour être DOI, - le planning d'astreinte sécurité, - les feuilles d'émargement concernant la formation astreinte sécurité, - le support de formation concernant l'accueil et la surveillance à destination du personnel de gardiennage, - les feuilles d'émargement concernant la formation POI. <p>L'exploitant a précisé que ces formations sont réalisées de façon continue et que de nouvelles sont prévues en 2024.</p> <p>La consultation de ces documents n'amène pas de remarque de la part de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : SGS et gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ; - de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.

<p>Constats :</p> <p>Après avoir rappelé le contexte et les limites de l'exercice (absence de déplacement des secours extérieurs...) celui-ci a été déclenché à 10H40. Le scénario de l'exercice, qui n'était pas connu de l'exploitant, consistait à un feu de véhicule thermique sur le parking du personnel.</p> <p>T0 (10h40) : Sirène POI + Annonce : « Alerte POI. Les Pompiers sont demandés au parking du personnel) »</p> <p>T0 + 3 min : Arrivée du responsable d'intervention sur zone</p> <p>T0 + 5 min : Confirmation d'un feu de véhicule au fond du parking du personnel</p> <p>T0 + 7 min : Arrivée du coordinateur sur zone</p> <p>T0 + 7 min : Demande du DOI d'informer la direction</p> <p>T0 + 9 min : Feu véhicule non GPL au fond du parking / Le deuxième véhicule d'intervention vient d'arriver sur zone</p> <p>T0 + 9 min : Direction Générale du groupe informée</p> <p>T0 + 10 min : Demande du DOI pour savoir si blessé(s)</p> <p>T0 + 11 min : Pas de victime ni de blessé</p> <p>T0+ 13 min : Demande du PC POI pour savoir si le feu est toujours alimenté</p> <p>T0+ 13 min : Feu toujours en cours, les pompiers établissent une lance</p> <p>T0 + 14 min : Demande du DOI d'informer le Directeur SSE Groupe</p> <p>T0+ 15 min : Les pompiers commencent à arroser le véhicule incendié</p> <p>T0 + 16 min : Directeur SSE Groupe informé</p> <p>T0 + 18 min : Incendie non maîtrisé, nécessité d'appeler les secours extérieurs</p> <p>T0 + 19 min : Mise en place des obturateurs sur regards d'eaux pluviales pour retenu des eaux incendie</p> <p>T0 + 20 min : Demande aux relations extérieures d'appeler les autorités en précisant qu'il s'agit d'un exercice déclenché par la DREAL</p> <p>T0 + 22 min : Pompiers extérieurs prévenus</p> <p>T0 + 23 min : Regards d'eaux pluviales sécurisés</p> <p>T0 + 23 min : Personnel intervention libéré mais poursuite de l'exercice</p> <p>T0 + 24 min : Gendarmerie prévenue</p> <p>T0 + 27 min : Appel DREAL en cours</p> <p>T0 + 28 min : Mairie informée, Préfecture en cours</p> <p>T0 + 29 min : DOI : Transmettre l'information à la cellule accueil de l'arrivée des pompiers</p> <p>T0 + 30 min : Tous les appels extérieurs sont passés</p> <p>T0 + 31 min : Les pompiers extérieurs arrivent à l'accueil</p> <p>T0 + 32 min : Fin de l'exercice POI</p> <p>T0 + 36 min : ensemble des autorités + Direction Générale + Direction SSE informés de la fin de l'exercice</p> <p>Lors de l'exercice, l'inspection a pu constater une maîtrise des procédures décrites dans le POI par l'ensemble des personnels présents en salle de crise ou en intervention sur le terrain.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>N° 5 : Contenu POI : responsable alerte</p>
<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination
Constats : Le schéma de déclenchement de l'alerte est détaillé dans le POI. Il est valable en heures ouvrées et hors heures ouvrées. Des fiches de missions décrivent les actions à mener par les différentes fonctions chargées de gérer l'événement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Contenu POI : liaison avec autorité PPI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Prescription contrôlée : b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention
Constats : Les conditions de la demande de déclenchement du PPI sont prévues dans la fiche réflexe du DOI qui précise que la décision de demander le déclenchement du PPI sera faite en liaison avec le Commandant des Opérations de Secours.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contenu POI : description des mesures à prendre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Prescription contrôlée : c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles
Constats : Le POI identifie les événements prévisibles qui pourraient déclencher un accident majeur, liste les différents scénarios d'exercices possibles et l'ensemble des ressources disponibles pour la gestion d'un accident.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Contenu POI : conduite à tenir sur le site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Prescription contrôlée : d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte
Constats : Le poste de commandement de l'exploitant est situé dans une zone permettant de gérer l'événement initiateur puis sera évacué vers la mairie en cas de situation plus grave. Lors de l'exercice l'exploitant a déclenché la sirène POI. L'exploitant a précisé que le test de la sirène PPI est réalisé une fois par mois et qu'en cas de besoin le voisinage était prévenu par téléphone et par une visite à domicile en compagnie de la gendarmerie. Le déclenchement de la sirène PPI et l'alerte du voisinage prévus dans le POI n'ont pas été joués.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Contenu POI : information autorité PPI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Prescription contrôlée : e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles
Constats : Il est précisé dans le POI que le DOI doit alerter rapidement les autorités et leur rendre compte régulièrement de la situation. Lors de l'exercice, l'ensemble des principaux services extérieurs ont été prévenus dans les 30 minutes après le début de l'exercice.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Contenu POI : articulation avec SDIS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Prescription contrôlée : f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention
Constats :

La demande d'intervention des services d'urgence externes est réalisée par le responsable des relations extérieures sur ordre du DOI qui prévoit leur accueil. Hors heures ouvrées, le cadre d'astreinte est alerté et est chargé de constituer le poste de crise exploitant, de diffuser l'alerte et d'appeler les renforts nécessaires.

Ces actions ont été abordées dans le cadre de l'exercice sans qu'elles aient été mises en œuvre effectivement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Contenu POI : formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V

Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné

Prescription contrôlée :

g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes

Constats :

Lors de l'exercice, la mise en œuvre des premiers moyens d'intervention a été réalisée par l'équipe de pompiers internes. L'exercice a permis de montrer la maîtrise de la mise en œuvre des moyens par les personnels jouant l'exercice.

L'exploitant a présenté à l'inspection le planning de formation des équipes d'intervention.

L'exploitant a précisé qu'une formation trimestrielle interne et une formation annuelle externe étaient réalisées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Contenu POI : moyens d'atténuation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V

Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné

Prescription contrôlée :

h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site

Constats :

Le POI précise les moyens d'intervention disponibles et l'exercice a permis de montrer la bonne mise en œuvre de ces moyens.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Contenu POI : premiers prélèvements environnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V

Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné

Prescription contrôlée :

i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement les substances générant des inconvénients forts sur de grandes distances.

Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023

Constats :

Les dispositions ne sont pas encore intégrées dans le POI du 12 décembre 2022.

L'exploitant précise qu'il a prévu de mettre à jour son POI en 2 phases en 2024. La première mise à jour implémentera une fiche sûreté et la prise en compte de mouvements de personnels afin d'avoir un POI le plus opérationnel possible. Une deuxième mise à jour du POI suivra pour intégrer les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux.

L'exploitant a présenté à l'inspection ses travaux sur le sujet.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection l'état du stock du jour et a précisé qu'il était disponible même en cas d'accident sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : État des stocks détaillé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné

Prescription contrôlée :

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer à minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à

<p>un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>[...]</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>[...]</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'état des matières stockées présente l'ensemble des informations requises.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : État des stocks synthétique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. [...] 2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant travaille sur l'automatisation de son état des stocks synthétique. L'état des matières stockées synthétique présenté par l'exploitant n'amène pas de remarque particulière de la part de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>